

Le début de l'année 2006, vu au travers de la presse internationale, semble offrir un concentré des problématiques du monde contemporain, à la marche globalisée, aux avancées parfois empêchées par le poids des traditions, des structures sociales. Mais aussi parfois, certains progrès sont éclatants. La presse internationale a ainsi répercuté des actualités diverses, toutes aussi significatives, comme l'élection de la première femme à la présidence d'un pays d'Amérique latine, la crise du CPE en France, ou encore l'affaire des caricatures de Mahomet dont a résonné le monde entier.

Les deux dernières crises sont caractéristiques des difficultés relatives aux bouleversements économiques et culturels du monde moderne. Ces difficultés concernent d'abord le terrain économique dans un vieux pays comme la France, comme l'a illustré la crise du CPE. Mais cette crise a montré en même temps une attente de réforme. C'est ce qu'expriment les réactions bienveillantes. Ainsi le *Nouvel Observateur* mentionne l'opinion de Bernard Kouchner qui estime qu'il faut donner ses chances de réussite à un projet voulant faciliter l'accès au travail des jeunes adultes souvent victimes des rigidités du marché du travail. Christian Charpy, directeur général de l'ANPE, va dans ce sens, se fondant sur les premiers résultats du CNE : « On n'a pas tout essayé contre le chômage des jeunes. Très franchement, je ne vois pas ce qu'on risque à tenter le CPE. » Les réactions négatives montrent le scepticisme et les craintes engendrés par cette nouvelle loi, dans laquelle certains ne voient que l'institutionnalisation de la précarité, et selon Laurent Fabius, « c'est la fin du CDI ». L'article de Rachna Uppal *Global Insight*, écrit au début de la crise du CPE, nous renseigne sur la façon dont a été perçu à l'étranger l'antagonisme entre le gouvernement et l'opposition, forte du soutien populaire. Le CPE et son rejet symbolisent sans aucun doute aux yeux des Anglo-saxons la peur du changement en France. Rachna Uppal met en avant d'ailleurs l'insuffisance de la réforme prévue par Dominique de Villepin pour effectivement assouplir le marché du travail français.

Si la crise du CPE démontre les crispations d'une société face à une réforme de structure, l'affaire des caricatures démontre les difficultés de communication entre le monde musulman et le monde occidental. L'affaire a pris une ampleur qui a surpris tout le monde, notamment parce que elle a éclaté cinq mois après la première publication des caricatures dans un journal danois. C'est ce que rappelle d'abord Yves Bourdillon dans *Les Echos* pour affirmer alors qu'il s'agit, avant tout, d'une récupération politique de l'indignation des musulmans, notamment dans les territoires occupés. Selon son expression, l'affaire s'est présenté comme « une bénédiction pour le Hamas ». Face aux moyens spectaculaires utilisés par les politiques arabes, comme « rivaliser en communiqués indignés, rappels d'ambassadeurs, saisies de journaux, ou appels officieux au boycott de produits danois, norvégien ou français », les réactions européennes furent embarrassées et isolées, « prises entre les exigences de la liberté d'expression et le souci d'éviter le choc des civilisations ». L'affaire a donc soulevé un débat autour de la liberté d'expression, et a nettement divisé. Les informations fournies par le site du *nouvelobs.com* permettent de mesurer la différence d'approche selon les sphères

culturelles. La réaction du Vatican est symptomatique, soulignant que la liberté d'expression n'a pas « le droit de heurter les sentiments religieux des croyants ». Cette position n'est pas éloignée de la position de dirigeants modérés de pays musulmans, comme le président égyptien, Hosni Moubarak, et le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gül, et elle trouve un écho dans la condamnation par les Etats-Unis de la publication des caricatures par la presse, « totalement outrageantes pour l'islam » selon Bill Clinton. Attachée à la tolérance, la presse au Royaume-Uni s'est rangée à l'idée que republier les caricatures ne fait qu'attiser les tensions et les violences, se démarquant ainsi des journaux français, espagnols, allemands, néerlandais, suisses et hongrois. En Europe continentale, en effet, le ton est à la défense de la liberté de la presse. La question que Pierre Veilletet et Robert Menard, président et secrétaire de Reporters sans frontières, ont posé dans le *Libération* du 13 février 2006 nous semble alors synthétiser tout le problème posé par l'affaire des caricatures : « Peut-on imaginer de ménager des sensibilités religieuses si promptes à criminaliser le blasphème sans que la liberté d'expression le cède à l'intolérance ? » Il s'agit pour les deux reporters de rappeler qu'il y a des journalistes, dans les pays musulmans, qui font acte de résistance face à l'islamisme radical, et qu'il ne faut pas seulement prêter l'oreille aux déclarations enflammées des extrémistes.

L'élection de Michelle Bachelet à la présidence du Chili le 15 janvier 2006 a constitué alors un fort symbole de modernité. Michelle Bachelet, comme le met en avant l'article du Point, est la première femme à être élue Président au suffrage universel dans un pays d'Amérique latine, alors même qu'« elle échappe aux normes d'une société conservatrice », étant agnostique et élevant seule trois enfants de deux pères différents. Son élection signale un recul des préjugés aux Chili et une revanche de la démocratie sur la dictature de Pinochet. Ruth Valentini, dans le *Nouvel Observateur*, fait ainsi un rapprochement avec Salvador Allende, rappelant le passé de résistance de la famille Bachelet contre la junte militaire. Cependant, comme l'analyse Sophie Rouchon dans le Point, il ne s'agit pas d'une révolution mais d'un changement dans la continuité. Incarnant « tout sauf la rupture », le défi à relever pour elle est d'insuffler un vent de réformes sociales tout en soutenant le « miracle économique chilien ». Cet exemple de modernité et de maturité politiques, venu d'un pays du Sud, donne l'occasion de mettre en question la modernité des systèmes politiques des vieux pays européens, comme le fait Mary Riddell, dans *The Observer*, très critique vis-à-vis de la plus vieille démocratie du monde, moyen de relancer le défi du progrès dans l'histoire politique de nos sociétés.